



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 62.608/2
du 3 janvier 2018

advies 62.608/2
van 3 januari 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal 'modifiant
l'arrêté royal du 10 janvier 1991
établissant la nomenclature des
prestations de rééducation visée à
l'article 23, § 2, alinéa 2, de la loi
relative à l'assurance obligatoire
soins de santé et indemnités,
coordonnée le 14 juillet 1994,
portant fixation des honoraires et
prix de ces prestations et portant
fixation du montant de
l'intervention de l'assurance dans
ces honoraires et prix'

een ontwerp van koninklijk besluit
'tot wijziging van het koninklijk
besluit van 10 januari 1991 tot
vaststelling van de nomenclatuur
van de revalidatieverstrekkingen,
bedoeld in artikel 23, § 2,
tweede lid, van de wet betreffende
de verplichte verzekering voor
geneeskundige verzorging en
uitkeringen, gecoördineerd op
14 juli 1994, tot vaststelling van de
honoraria en prijzen van die
verstrekkingen en tot vaststelling
van het bedrag van de
verzekeringstegemoetkoming in
die honoraria en prijzen'

Le 5 décembre 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 10 janvier 1991 établissant la nomenclature des prestations de rééducation visée à l'article 23, § 2, alinéa 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, portant fixation des honoraires et prix de ces prestations et portant fixation du montant de l'intervention de l'assurance dans ces honoraires et prix'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 3 janvier 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 janvier 2018.

*

Op 5 december 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 januari 1991 tot vaststelling van de nomenclatuur van de revalidatieverstrekkings, bedoeld in artikel 23, § 2, tweede lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, tot vaststelling van de honoraria en prijzen van die verstrekkings en tot vaststelling van het bedrag van de verzekeringstegemoetkoming in die honoraria en prijzen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 3 januari 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Christian BEHRENDT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 januari 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

1. La version française de la phrase liminaire de l'article 1^{er} est libellée en ce sens que les dispositions du chapitre V de l'annexe de l'arrêté royal du 10 janvier 1991 'établissant la nomenclature des prestations de rééducation visée à l'article 23, § 2, alinéa 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, portant fixation des honoraires et prix de ces prestations et portant fixation du montant de l'intervention de l'assurance dans ces honoraires et prix' « sont annulées et remplacées ».

En indiquant que ces dispositions sont « annulées », le texte donne à penser que le projet d'arrêté ferait disparaître celles-ci rétroactivement de l'ordonnancement juridique.

Or, ce n'est pas et ce ne peut pas être le cas.

Il ne sera donc pas fait état d'une « annulation » desdites dispositions dans la version française.

Par ailleurs, dans la version néerlandaise, les mots « opgeheven en » sont inutiles et seront omis.

En tout état de cause, il y a lieu également, dans les deux versions linguistiques, de faire état de la modification du chapitre V de l'annexe à l'arrêté royal du 10 janvier 1991 par l'arrêté royal du 27 mai 2014.

2. Dans les lettres f) et g) du point 1 en projet, le texte doit être complété pour identifier plus précisément les conventions auxquelles il est fait référence en indiquant qui est partie à ces conventions ou en spécifiant les dispositions sur la base desquelles elles sont conclues.

3. Au point 3.1.3, alinéa 1^{er}, c), en projet, le texte doit être plus précis en ce qui concerne l'objet des « informations à caractère social » à fournir au bénéficiaire.

4. Au point 5.3.1, A, a), en projet, plutôt que formuler le texte en ce sens que les intéressés doivent avoir « obtenu l'agrément d'infirmier ayant une expertise particulière en diabétologie, conformément à l'arrêté ministériel du 20.02.2012 », mieux vaut prévoir qu'ils doivent pouvoir se prévaloir de la qualification professionnelle particulière d'infirmier ayant une

expertise particulière en diabétologie, conformément aux règles fixées en application de la législation relative à l'exercice des professions des soins de santé.

5.1. Au point 5.3.1, A, b), en projet, il y a lieu, semble-t-il, dans la version française, de remplacer les mots « points d'études » par le mot « crédits ».

5.2. Au même point 5.3.1, A, b), en projet, on remplacera les mots « un institut de formation agréé par le département qui a l'enseignement dans ses attributions » par les mots « un institut de formation reconnu par une autorité compétente en matière d'enseignement ».

6. Le point 5.3.4, C, en projet envisage l'hypothèse où « le Comité de l'assurance, sur proposition du Collège des médecins-directeurs, impose, à partir d'une date déterminée, un volume d'activité minimum consacré exclusivement aux prestations d'éducation au diabète ».

C'est seulement de manière implicite que l'on comprend que le Comité de l'assurance se voit conférer le pouvoir d'imposer cette obligation aux éducateurs en diabétologie.

Le texte doit être plus explicite sur ce point.

En outre, en permettant au Comité de l'assurance d'imposer aux éducateurs en diabétologie l'obligation de consacrer un volume d'activité minimum exclusivement aux prestations d'éducation au diabète, sans fixer de limite maximum au volume d'activité qui pourrait ainsi être imposé, le projet d'arrêté accorde au Comité de l'assurance une délégation qui n'est pas suffisamment encadrée.

Le texte doit également être revu sur ce point.

7. Le point 5.3.5 en projet constituant une disposition transitoire, il sera omis de l'article 1^{er} du projet pour faire l'objet d'un article 2 nouveau¹. Ceci évitera en outre que, lorsqu'il est fait référence dans ce point 5.3.5 au « présent arrêté [royal] », il soit renvoyé en réalité à l'arrêté modifié plutôt qu'à l'arrêté modificatif en projet.

Dans la rédaction de cet article 2 nouveau, il sera tenu compte des observations suivantes :

a) Les références à l'arrêté royal du 22 janvier 2010 seront chaque fois remplacées par une référence au « chapitre V de l'annexe à l'arrêté royal du 10 janvier 1991 établissant la nomenclature des prestations de rééducation visée à l'article 23, § 2, alinéa 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, portant fixation des honoraires et prix de ces prestations et portant fixation du montant de l'intervention de l'assurance dans ces honoraires et prix, telle qu'insérée par l'arrêté royal du 22 janvier 2010 et modifiée par l'arrêté royal du 27 mai 2014 ».

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 145.

b) La même observation vaut pour le renvoi fait à « ce [c]hapitre » à l'actuel alinéa 2, première phrase, du point 5.3.5, B.

c) En son état actuel, l'arrêté royal du 10 janvier 1991 prévoit l'attribution aux éducateurs en diabétologie d'un numéro d'agrément, et non pas, comme indiqué au littera A, d'un numéro d'enregistrement. Le littera A sera adapté en conséquence.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

1. In de Franse tekst van de inleidende zin van artikel 1 staat dat de bepalingen van hoofdstuk V van de bijlage bij het koninklijk besluit van 10 januari 1991 ‘tot vaststelling van de nomenclatuur van de revalidatieverstrekkings bedoeld in artikel 23, § 2, tweede lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, tot vaststelling van de honoraria en prijzen van die verstrekkings en tot vaststelling van het bedrag van de verzekeringstegemoetkoming in die honoraria en prijzen’ “sont annulées et remplacées”.

Door het gebruik van de bewoordingen “sont annulées”, wordt de indruk gewekt dat het ontwerpbesluit die bepalingen met terugwerkende kracht uit de rechtsorde zou doen verdwijnen.

Dat is echter niet het geval en dat kan ook niet.

In de Franse tekst mag dus geen gewag gemaakt worden van een “annulation” van die bepalingen.

Voorts zijn in de Nederlandse tekst de woorden “opgeheven en” overbodig en moeten ze weggelaten worden.

In beide taalversies dient hoe dan ook eveneens vermeld te worden dat hoofdstuk V van de bijlage bij het koninklijk besluit van 10 januari 1991 gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 27 mei 2014.

2. Onder de litterae f) en g) van het ontworpen punt 1 moet de tekst aangevuld worden teneinde nauwkeuriger aan te geven naar welke overeenkomsten verwezen wordt en dit door te vermelden wie partij is bij die overeenkomsten of door nader aan te geven op basis van welke bepalingen ze gesloten worden.

3. In het ontworpen punt 3.1.3, eerste lid, c), moet de tekst verduidelijkt worden wat betreft de inhoud van de “maatschappelijke informatie” die aan de rechthebbende gegeven moet worden.

4. Wat betreft het ontworpen punt 5.3.1, A, a), zou het beter zijn, in plaats van te schrijven dat de betrokkenen “de erkenning [behaald moeten hebben] van verpleegkundige met een bijzondere deskundigheid in de diabetologie (...), overeenkomstig het ministerieel besluit van 20.02.2012”, te bepalen dat ze zich moeten kunnen beroepen op de bijzondere beroepsbekwaamheid van verpleegkundige met een bijzondere deskundigheid in de diabetologie, overeenkomstig de regels vastgesteld met toepassing van de wetgeving betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen.

5.1. In het ontworpen punt 5.3.1, A, b), lijken in de Franse tekst de woorden “points d'études” vervangen te moeten worden door het woord “crédits”.

5.2. In datzelfde ontworpen punt 5.3.1, A, b), moeten in de Franse tekst de woorden “un institut de formation agré[é] par le département qui a l'enseignement dans ses attributions” vervangen worden door de woorden “un institut de formation reconnu par une autorité compétente en matière d'enseignement”.

6. Het ontworpen punt 5.3.4, C, heeft het over het geval dat “het Verzekeringscomité op voorstel van het College van Geneesheren-directeurs vanaf een bepaalde datum een minimaal activiteitsvolume voorschrijft dat uitsluitend aan de diabeteseducatieverstrekkingen is gewijd”.

Daaruit blijkt slechts impliciet dat aan het Verzekeringscomité de bevoegdheid verleend wordt om die verplichting op te leggen aan de diabeteseducatoren.

De tekst moet op dat punt duidelijker zijn.

Bovendien verleent het ontwerpbesluit, doordat het bepaald dat het Verzekeringscomité de diabeteseducatoren de verplichting kan opleggen een minimaal activiteitsvolume uitsluitend te wijden aan de diabeteseducatieverstrekkingen, maar geen maximaal activiteitsvolume vaststelt dat aldus opgelegd zou kunnen worden, het Verzekeringscomité een machtiging die onvoldoende afgebakend is.

De tekst moet ook op dat punt herzien worden.

7. Aangezien het ontworpen punt 5.3.5 een overgangsbepaling vormt, moet het uit artikel 1 van het ontwerp worden gehaald en opgenomen worden in een nieuw artikel 2.¹ Aldus zal tevens vermeden worden dat, wanneer in dat punt 5.3.5 verwezen wordt naar “onderhavig koninklijk besluit (lees: dit koninklijk besluit)”, in feite verwezen zou worden naar het besluit dat gewijzigd wordt in plaats van naar het ontworpen wijzigingsbesluit.

Bij de redactie van dat nieuwe artikel 2 moet rekening gehouden worden met de volgende opmerkingen:

a) De verwijzingen naar het koninklijk besluit van 22 januari 2010 moeten telkens vervangen worden door een verwijzing naar “hoofdstuk V van de bijlage bij het koninklijk besluit

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, <http://www.raadvst-consetat.be>, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 145.

van 10 januari 1991 tot vaststelling van de nomenclatuur van de revalidatieverstrekingen bedoeld in artikel 23, § 2, tweede lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, tot vaststelling van de honoraria en prijzen van die verstrekingen en tot vaststelling van het bedrag van de verzekeringstegemoetkoming in die honoraria en prijzen, zoals ze ingevoegd is bij het koninklijk besluit van 22 januari 2010 en gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 27 mei 2014”.

b) Dezelfde opmerking geldt voor de verwijzing naar “dit hoofdstuk” in het huidige tweede lid, eerste zin, van punt 5.3.5, B.

c) De huidige versie van het koninklijk besluit van 10 januari 1991 voorziet in de toekenning van een erkenningsnummer aan de diabeteseducatoren, en niet, zoals vermeld onder littera A, in de toekenning van een registratienummer. Littera A moet dienovereenkomstig aangepast worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT